

Fossé numérique : Qui est connecté et qui ne l'est pas en Afrique

Dépêche Afrobarometer No. 582 | Libuseng Malephane

Résumé

La connectivité numérique par le biais des technologies de l'information et de la communication (TIC) est réputée essentielle pour le développement et la prospérité futurs de chaque pays (Union Internationale des Télécommunications, 2021). L'Agenda 2030 de l'Organisation des Nations Unies (ONU) souligne cette question dans l'Objectif de Développement Durable 9 (ODD 9), qui consiste à « construire des infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation durable et favoriser l'innovation. » La cible 9C invite les pays à « accroître sensiblement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et faire en sorte de garantir un accès universel et peu coûteux à l'Internet dans les pays les moins avancés d'ici à 2030 » (Nations Unies, 2022).



Et si l'accès aux TIC est un objectif en soi, les TIC ont des effets transversaux et constituent également un élément important pour la réalisation de nombreux autres ODD. Les TIC peuvent permettre aux pays en voie de développement de combler les écarts de développement et de rejoindre les rangs du monde de la connaissance. Pour reprendre les termes de la Division de Statistique des Nations Unies (2020), la propagation des TIC et l'interconnexion mondiale ont « un potentiel considérable pour ce qui est notamment d'accélérer le progrès humain, combler la fracture numérique et développer les sociétés axées sur la connaissance ».

La pandémie de COVID-19 a fait ressortir l'importance de la connectivité. Alors que les confinements condamnaient les entreprises physiques et les écoles à la fermeture, de même qu'ils limitaient les déplacements, seules les personnes connectées pouvaient continuer à interagir avec leurs proches, travailler ou effectuer des transactions en ligne, et poursuivre l'éducation de leurs enfants. L'UNICEF (2020) a révélé que la moitié environ des écoliers d'Afrique subsaharienne – la proportion la plus élevée au monde – n'ont pu être touchés par les programmes numériques et d'apprentissage à distance pendant la crise liée à la COVID-19 (consulter également Krönke, 2020).

Comme l'a démontré la pandémie, des fractures numériques importantes continuent d'exister entre ceux qui sont connectés et ceux qui ne le sont pas. Des disparités substantielles subsistent aussi bien d'un pays à l'autre, notamment entre pays développés et pays en voie de développement, qu'au sein de nombreux pays entre les riches et les pauvres, les citadins et les ruraux, les plus et les moins instruits, les hommes et les femmes.

Le rapport de l'Union Internationale des Télécommunications (2021) sur la connectivité indique qu'en dépit d'un accès accru aux réseaux mobiles à grande vitesse, les pays les moins avancés (PMA) pourraient en réalité accuser un retard plus important dans l'usage de l'Internet. Les raisons probables en sont le coût des services et des appareils ainsi que le manque de connaissance de l'Internet et des compétences numériques appropriées.

Afrobarometer a relevé plusieurs aspects de la fracture numérique dans ses enquêtes du Round 8 (2019/2021) dans 34 pays africains, dont 19 pays classés dans la catégorie des « moins avancés » par les Nations Unies (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et

le Développement, 2022). Les réponses aux enquêtes renseignent sur les mesures, tant au niveau des individus que des États, de l'accès aux appareils et aux services de réseau, des taux d'usage et des divergences dans l'usage quotidien de l'Internet.

Afrobarometer constate que la plupart des Africains possèdent un téléphone portable et ont accès à un réseau de téléphonie mobile. Toutefois, moins de la moitié d'entre eux possèdent un téléphone portable avec accès à l'Internet, et encore moins ont accès à un ordinateur. Il en résulte de faibles niveaux d'usage de l'Internet dans de nombreux pays. Le déficit d'accès et d'usage de l'Internet est nettement plus fréquent chez les femmes et les personnes rurales, âgées, moins riches et/ou moins instruites. Il existe également un fossé important entre les PMA et les pays plus développés (« non-PMA »).

Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et impartial de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et les appréciations des Africains en matière de démocratie, de gouvernance et de qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un total de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 8 (2019/2021) ont été réalisées dans 18 pays entre août 2019 et mars 2020 avant que les travaux sur le terrain ne soient suspendus en raison de la pandémie de COVID-19. Des enquêtes dans 16 autres pays entre octobre 2020 et juillet 2021 ont complété le cycle de 34 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Afrobarometer réalise des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Cette analyse repose sur 48.084 entretiens dans 34 pays enquêtés. Les données sont pondérées de façon à obtenir des échantillons nationaux représentatifs.¹ Pour les moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

Résultats clés

- La couverture par un réseau cellulaire est très répandue sur le continent : 87% des zones de dénombrement (ZD) visitées par les équipes de terrain d'Afrobarometer ont une telle couverture.
 - La couverture est de 90% en moyenne dans les non-PMA, mais même dans les PMA, la couverture n'est que modestement inférieure, à 84%.
 - Maurice, le Maroc et le Botswana affichent une couverture quasi universelle (99%), et huit autres pays enregistrent des niveaux équivalents ou supérieurs à 95%.
 - Lorsque la couverture est plus limitée, ce sont généralement les zones rurales qui sont délaissées, avec une couverture moyenne de 80% seulement, contre 95% dans les zones urbaines.
- Plus de huit sur 10 citoyens (84%) possèdent à titre personnel un téléphone portable. À travers 31 pays régulièrement étudiés depuis 2014/2015, la possession d'un téléphone s'est accrue de 5 points de pourcentage.

¹ L'échantillon pondéré du Round 8 en Mozambique est représentatif au niveau national sauf qu'il exclut la région rurale de Cabo Delgado, qui représente 6,3% de la population adulte du pays. Afrobarometer n'a pas collecté suffisamment de données dans cette zone, en raison de l'insécurité et des difficultés subséquentes à obtenir les autorisations nécessaires pour les travaux de terrain.

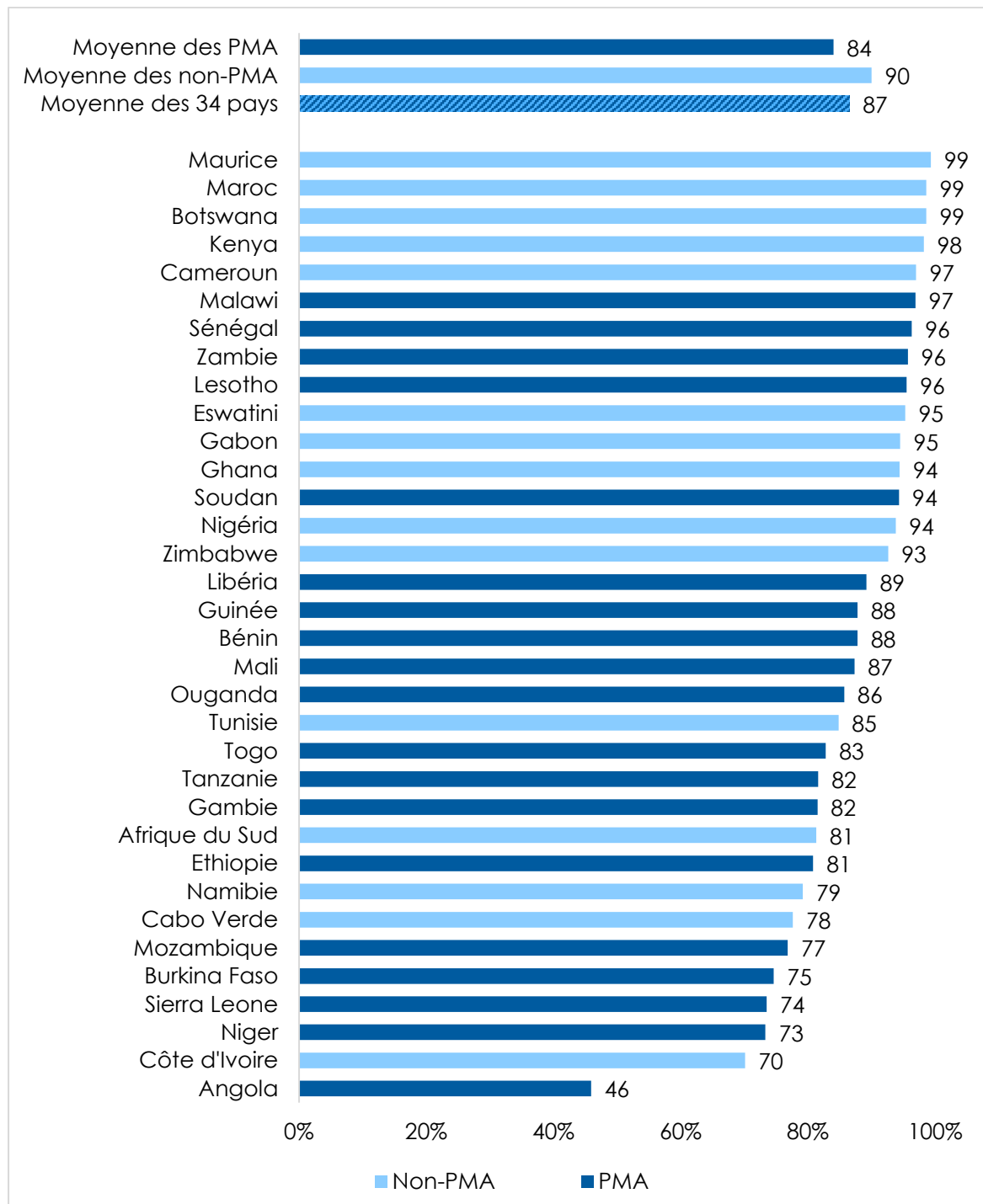
- Un écart de 14 points de pourcentage dans la possession d'un téléphone sépare les PMA (78%) des autres pays (92%). Dix PMA affichent des taux de possession de téléphones portables inférieurs à 80%, notamment l'Éthiopie (59%), le Malawi (57%) et l'Angola (57%).
- Les taux de possession de téléphones varient d'un groupe démographique à l'autre. Les disparités sont particulièrement marquées en fonction du niveau d'instruction, de la localisation urbaine ou rurale et du statut économique des répondants.
- Si le taux de possession de téléphones est relativement élevé, moins de la moitié (45%) des adultes africains ont accès à l'Internet sur leur téléphone, dont seulement 20% des Malawites et des Nigériens et 16% des Éthiopiens. À travers 31 pays régulièrement étudiés depuis 2016/2018, l'accès à l'Internet via téléphone s'est accru de 7 points de pourcentage.
 - Les différentiels démographiques en termes d'accès à l'Internet via le téléphone sont encore plus prononcés que pour la possession d'un téléphone, atteignant 72 points de pourcentage chez les citoyens sans instruction formelle (13% ont accès à l'Internet via le téléphone) et ceux qui ont fait des études post-secondaires (85%). Les PMA sont à la traîne par rapport aux autres pays pour ce qui est de l'accès à l'Internet par téléphone (35% contre 58%).
- L'accès à un ordinateur dans le ménage est beaucoup plus limité (28%) et ne s'est pas accru de manière significative depuis le round d'enquêtes précédent. Moins d'un sur 10 citoyens ont accès à un ordinateur dans cinq PMA – Ouganda, Tanzanie, Niger, Éthiopie et Malawi.
- Quatre Africains sur 10 (40%) déclarent utiliser l'Internet – soit via un smartphone, soit via un ordinateur – « quelques fois par semaine » ou « tous les jours ».
 - L'usage fréquent de l'Internet est beaucoup moins courant dans les PMA (30%) que dans les non-PMA (53%) et chute en dessous d'un citoyen sur cinq dans six pays, tous des PMA : l'Éthiopie (12%), le Malawi (14%), l'Ouganda (15%), le Burkina Faso (16%), le Niger (17%) et la Tanzanie (19%).
 - L'usage fréquent de l'Internet varie considérablement en fonction des principaux groupes démographiques, avec des écarts de 72 points de pourcentage entre les citoyens sans instruction formelle et ceux qui ont fait des études supérieures, 39 points entre les citoyens pauvres et les citoyens aisés, 36 points entre les résidents ruraux et les résidents urbains, 33 points entre les répondants les plus jeunes et les plus âgés, et 8 points entre les femmes et les hommes.
- La comparaison de l'usage rapporté de l'Internet avec les estimations de la couverture du réseau à bande large et des coûts des services voix/données suggère que le prix du service pourrait être un obstacle plus important à la connectivité que la couverture du service.

Accès au réseau mobile

Dans le cadre des travaux de terrain dans un pays donné, les équipes de terrain Afrobarometer visitent entre 150 (pour l'enquête n=1.200) et 300 (pour l'enquête n=2.400) zones de dénombrement (ZD). Elles réalisent huit entretiens dans chaque ZD et recueillent également des informations sur la présence de services et équipements de base dans cette ZD, notamment des services de téléphonie mobile. Les informations suivantes sur la couverture du réseau mobile proviennent de ces observations au niveau de chaque zone de dénombrement enregistrées par les équipes de terrain, plutôt que d'entretiens individuels.

Presque neuf sur 10 zones de dénombrement visitées dans le cadre du Round 8 (87%) bénéficient d'une couverture par le réseau (Figure 1). L'écart entre la couverture dans les PMA (84%) et les autres pays (90%) est relativement modeste (6 points de pourcentage). De nombreux pays ont atteint une couverture réseau quasi universelle, avec en tête Maurice, le Maroc, le Botswana et le Kenya. L'Angola se distingue par une couverture réseau exceptionnellement faible (46%).

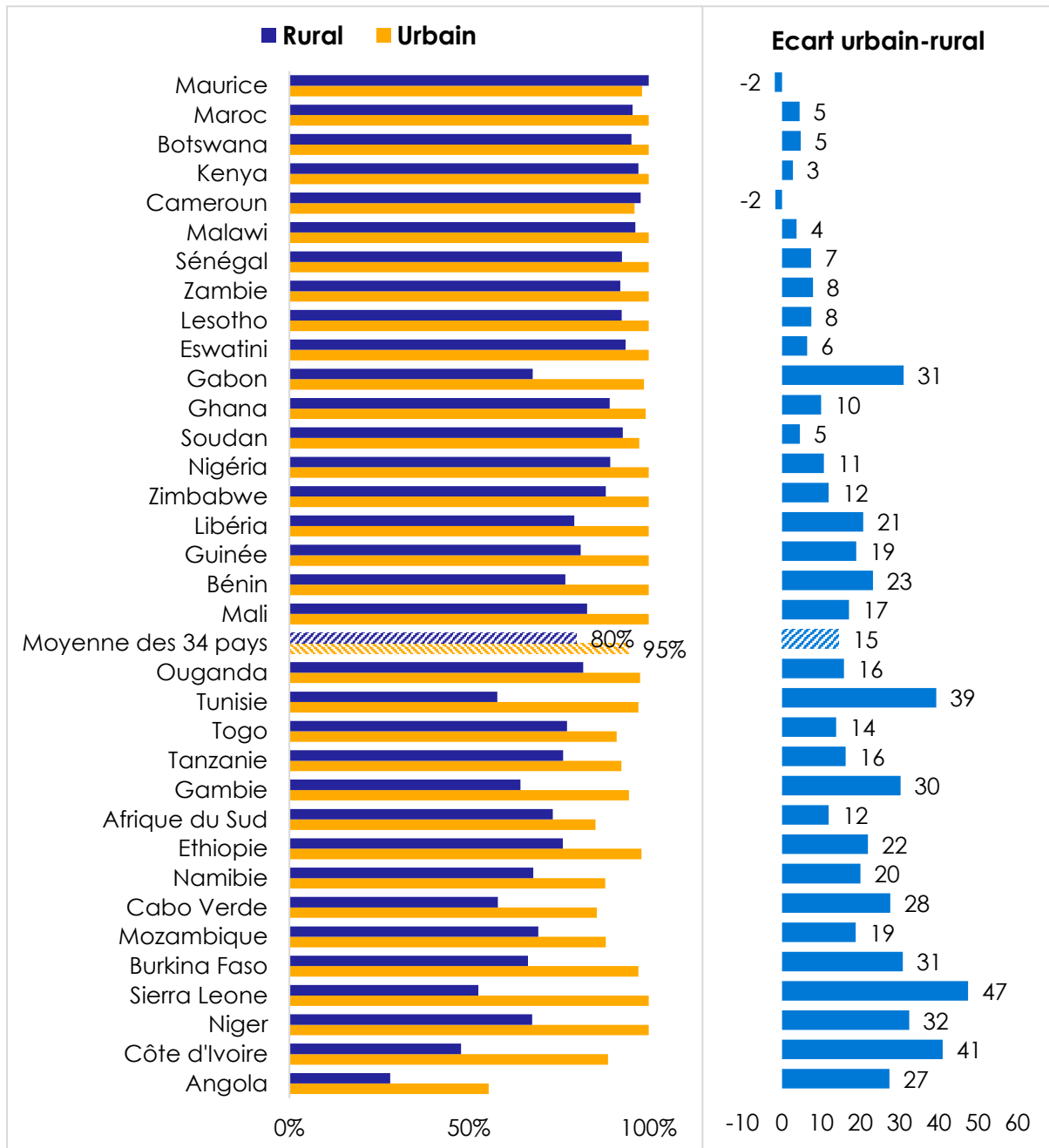
Figure 1 : Couverture des réseaux de téléphonie mobile | 34 pays | 2019/2021



Les agents enquêteurs étaient chargés de relever : Les services suivants sont-ils disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement : Réseau GSM ? (% des ZD où la réponse était « oui »)

En moyenne, les zones urbaines ont une longueur d'avance de 15 points de pourcentage sur les zones rurales pour la couverture réseau (95% contre 80%). L'écart va de seulement -2 points à Maurice et au Cameroun (c'est-à-dire que l'accès enregistré était en réalité légèrement plus élevé dans les zones rurales) à 47 points en Sierra Leone, 41 points en Côte d'Ivoire, 39 points en Tunisie et 31 points au Gabon, où les zones rurales sont largement à la traîne (Figure 2).

Figure 2 : Différentiel urbain-rural de la couverture des réseaux de téléphonie mobile
 | 34 pays | 2019/2021

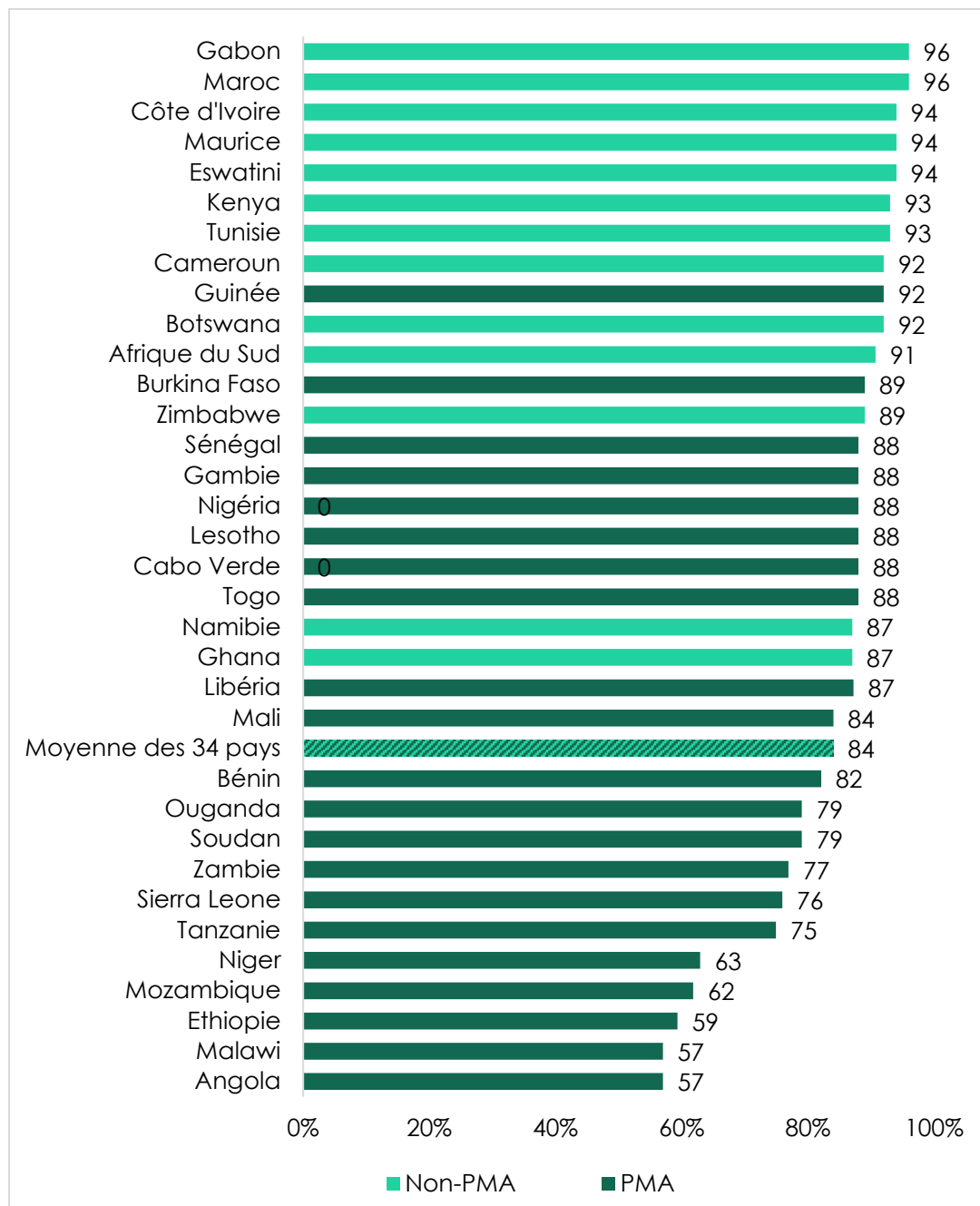


Les agents enquêteurs étaient chargés de relever : Les services suivants sont-ils disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement : Réseau GSM ? (La figure de gauche montre le % des ZD où la réponse était « oui ». La figure de droite montre le % de « oui » dans les ZD urbaines moins le % de « oui » dans les ZD rurales. Les chiffres positifs indiquent une plus forte présence dans les zones urbaines.)

Possession de dispositifs de TIC

En moyenne, à travers 34 pays, 84% des personnes sondées possèdent un téléphone portable (Figure 3), et 8% affirment que quelqu'un d'autre dans leur foyer possède un téléphone. Le taux d'accès varie considérablement d'un pays à l'autre, de 96% au Gabon et au Maroc à un peu plus de la moitié (57%) des personnes sondées en Angola et au Malawi. Les 12 pays où le taux de possession de téléphones portables est égal ou inférieur à la moyenne sont des PMA. Mais d'autres PMA affichent des taux de possession nettement plus élevés, atteignant 89% au Burkina Faso et 92% en Guinée.

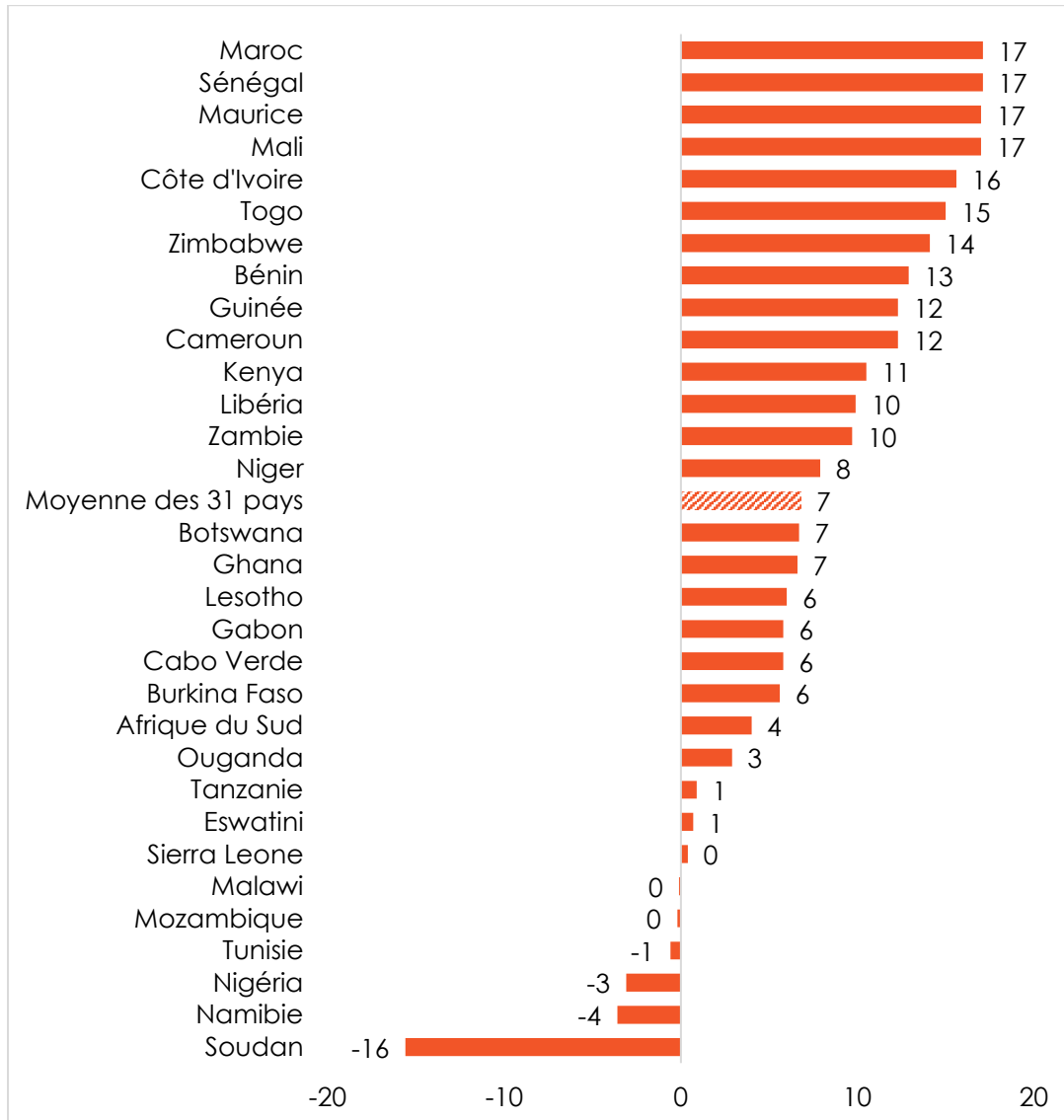
Figure 3 : Taux de possession de téléphones portables | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement : Téléphone portable ? (% « oui »)

À travers 31 pays étudiés dans le temps, le taux de possession de téléphones s'est accru modestement, de 80% en 2014/2015 à 85% en 2019/2021. Presque tous les pays ont enregistré des hausses, avec en tête la Guinée (+15 points de pourcentage), l'Ouganda (+14) et le Mali (+13 points) (Figure 4). Le Nigéria (-4 points), la Namibie (-5) et le Soudan (-5) ont enregistré des baisses modestes.

Figure 4 : Evolution de la possession d'un téléphone portable | 31 pays | 2014-2021



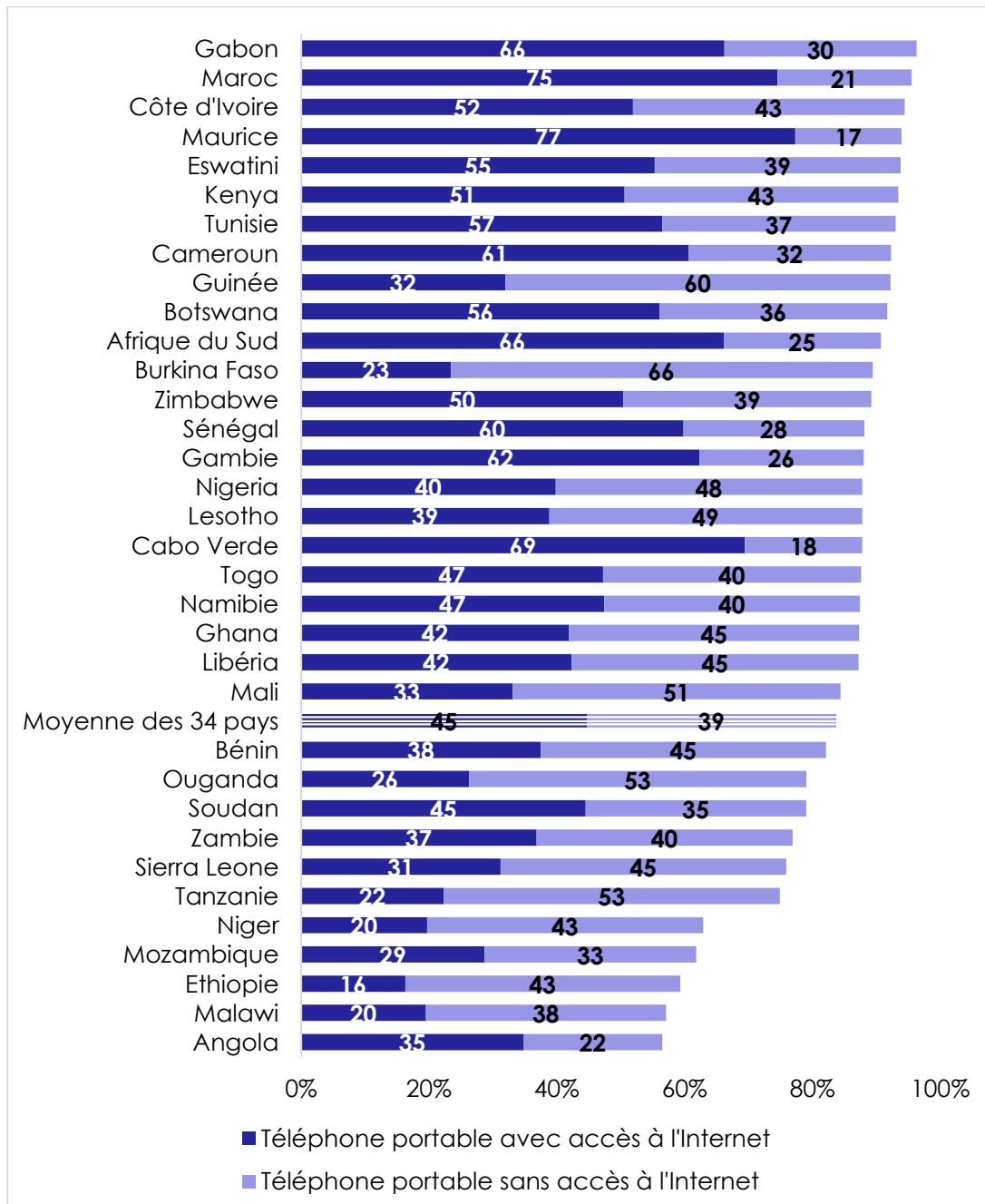
Question posée aux répondants : Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement : Téléphone portable ? La figure montre le % de « oui » enregistré lors du Round 8 (2019/2021) moins le % de « oui » enregistré lors du Round 6 (2014/2015). Les chiffres positifs traduisent une hausse de la possession de téléphones.)

Accès à l'Internet

L'accès au téléphone en soi peut être un outil inestimable pour la communication et le partage d'informations. Mais bien sûr, l'utilité de cette technologie numérique croît de façon exponentielle si ce téléphone peut également servir d'outil d'accès à l'Internet pour exploiter la richesse des informations et actualités qui y sont disponibles.

À peine plus de la moitié (45% sur 84%) des propriétaires de téléphones portables déclarent avoir accès à l'Internet sur leur téléphone (Figure 5), avec un pic à 77% à Maurice, suivi du Maroc (75%) et du Cabo Verde (69%), ainsi que du Gabon et de l'Afrique du Sud (66% chacun). Seul un citoyen sur cinq ou moins possède un téléphone avec accès à l'Internet au Malawi (20%), au Niger (20%) et en Éthiopie (16%).

Figure 5 : Possession d'un téléphone portable et accès à l'Internet mobile | 34 pays | 2019/2021

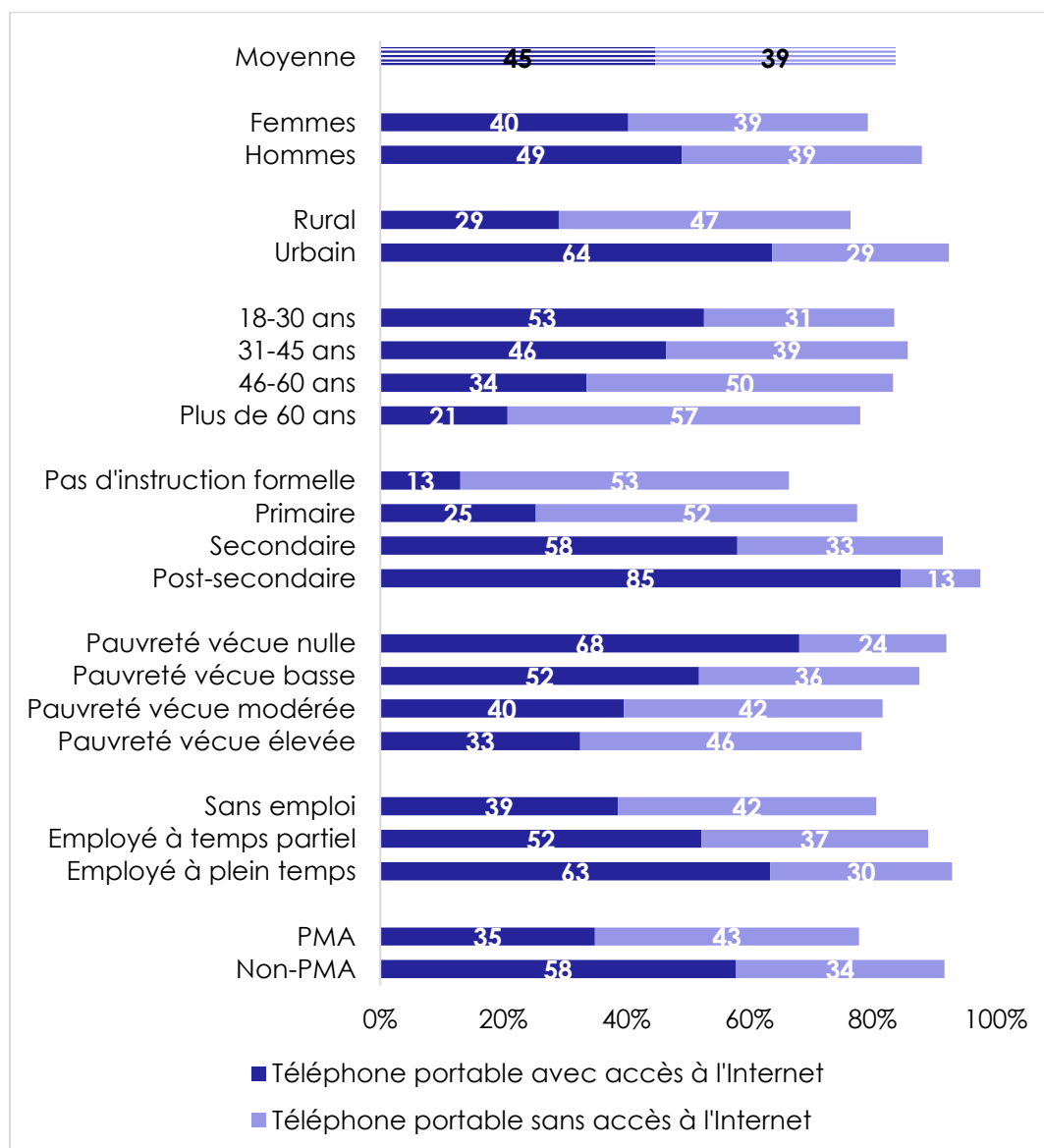


Question posée aux répondants : Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement : Téléphone portable ? [Si « oui »:] Votre téléphone a-t-il un accès à l'Internet ?

Il y a de grandes disparités entre les groupes démographiques en ce qui concerne la possession d'un téléphone et surtout l'accès à l'Internet via ce téléphone. Les hommes sont

de 9 points de pourcentage plus susceptibles que les femmes de posséder un téléphone (88% contre 79%) et d'avoir un téléphone avec accès à l'Internet (49% contre 40%) (Figure 6). L'écart entre les zones urbaines et rurales est considérablement plus important, soit 16 points de pourcentage pour la possession d'un téléphone (92% contre 76%) et 35 points pour l'accès à l'Internet (64% contre 29%).

Figure 6 : Possession d'un téléphone portable avec ou sans l'Internet | en fonction du groupe démographique | 34 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants : Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement : Téléphone portable ? [Si « oui » :] Votre téléphone a-t-il un accès à l'Internet ?

Les jeunes ne sont que très légèrement plus susceptibles de posséder un téléphone que leurs aînés (84% contre 78%), mais ils sont plus de deux fois plus susceptibles d'avoir un accès à l'Internet sur ce téléphone (53% contre 21%). Il en va de même pour les répondants les plus riches par rapport aux plus pauvres.

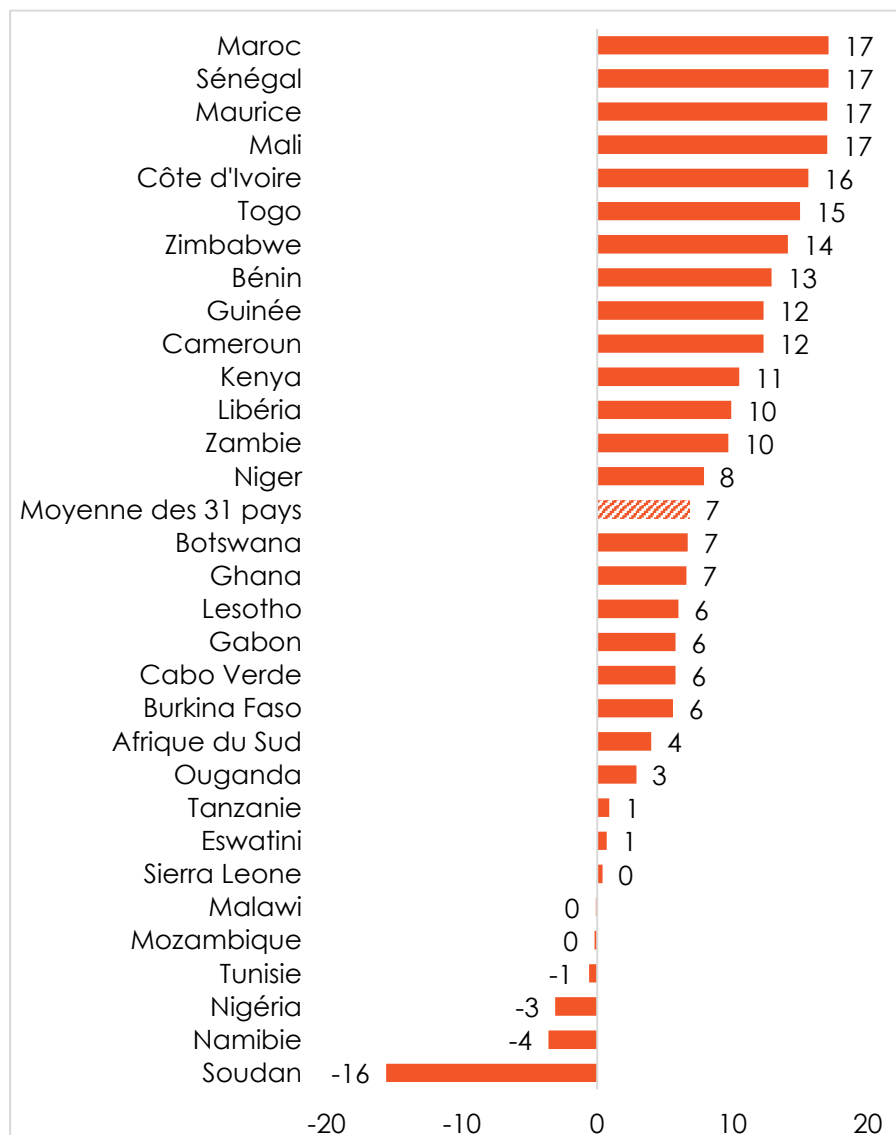
Les écarts les plus prononcés sont toutefois liés au niveau d'instruction. Pratiquement tous les répondants (98%) ayant fait des études post-secondaires possèdent un téléphone portable, contre seulement deux tiers (66%) de ceux qui n'ont pas fait d'études. Toutefois, l'écart entre

les deux groupes pour ce qui est de l'accès à l'Internet via le téléphone est surprenant : Il est de 72 points de pourcentage, d'un pic de 85% chez les personnes qui ont fait des études supérieures à seulement 13% chez les personnes sans instruction formelle.

S'il y a un écart de 14 points de pourcentage dans la possession d'un téléphone entre les PMA (78%) et les non-PMA (92%), l'écart dans l'accès à l'Internet atteint 23 points de pourcentage (35% contre 58%).

Nous avons constaté ci-dessus (Figure 4) que la possession d'un téléphone a connu une hausse modeste de 5 points de pourcentage depuis 2014/2015. Les progrès de l'accès à l'Internet via les téléphones portables semblent être plus rapides : On observe une hausse de 7 points de pourcentage depuis seulement les enquêtes du Round 7 (2016/2018). Treize pays affichent des hausses à deux chiffres, en tête desquels le Maroc, le Sénégal, Maurice, le Mali, la Côte d'Ivoire et le Togo, qui ont tous enregistré des hausses de 15 points ou plus (Figure 7). La plus importante exception est le Soudan, où l'accès à l'Internet via téléphone portable a chuté de 16 points de pourcentage durant une période d'intenses turbulences politiques dans le pays.

Figure 7 : Évolution de la possession d'un téléphone avec accès à l'Internet
 | 31 pays | 2016-2021

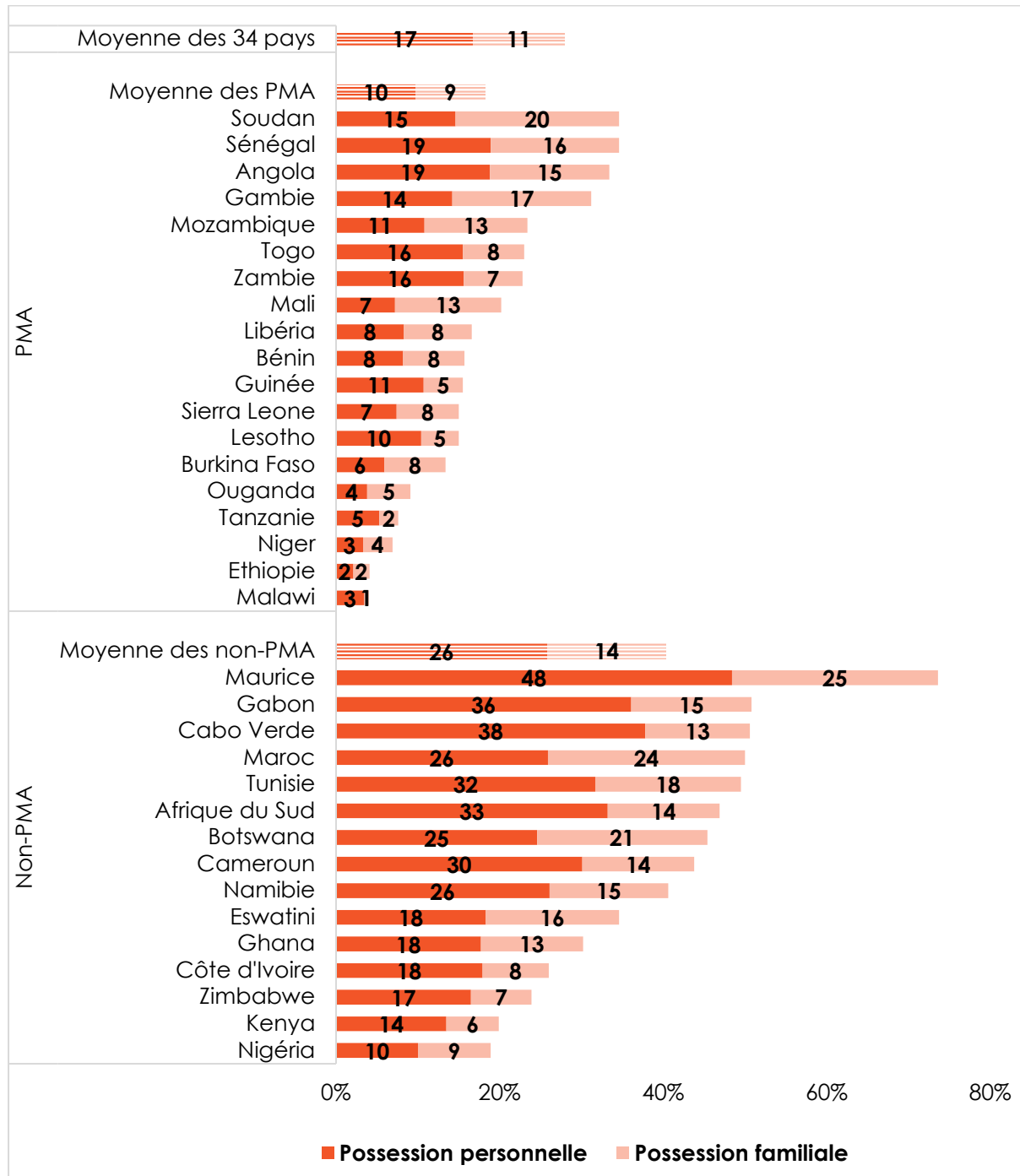


Question posée aux répondants : Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement : Téléphone portable ? [Si « oui » :] Votre téléphone a-t-il un accès à l'Internet ?

La figure montre le % de « oui » aux deux questions lors du Round 8 (2019/2021) moins le % de « oui » aux deux questions lors du Round 7 (2016/2018). Les chiffres positifs représentent une hausse de l'accès à l'Internet via téléphone portable.

Les téléphones sont un moyen beaucoup plus accessible et répandu d'accéder à l'Internet que les ordinateurs. En moyenne, à travers 34 pays, 17% seulement des adultes déclarent posséder eux-mêmes un ordinateur, tandis que 11% disent que quelqu'un d'autre dans le ménage en possède un (Figure 8).

Figure 8 : Accès personnel ou domestique à un ordinateur | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement : Téléphone portable ? [Si « non » :] Un autre membre de votre ménage en possède-t-il ?

Les résidents des non-PMA enregistrent des taux de possession (26%) et d'accès par le ménage (14%) beaucoup plus élevés que ceux des PMA (10% et 9%, respectivement). Dans

cinq PMA – l'Ouganda, la Tanzanie, le Niger, l'Éthiopie et le Malawi – l'accès à un ordinateur (propriété personnelle ou dans le ménage) est inférieur à 10%, tandis que presque trois quarts (73%) des Mauriciens ont accès à un ordinateur. Le Gabon, le Cabo Verde, le Maroc et la Tunisie sont les seuls autres pays où au moins la moitié de la population peut avoir accès à un ordinateur.

En moyenne à travers 31 pays, les hausses de l'accès à un ordinateur depuis le précédent round d'enquêtes en 2016/2018 sont négligeables, à seulement 2 points de pourcentage.

Usage des technologies numériques

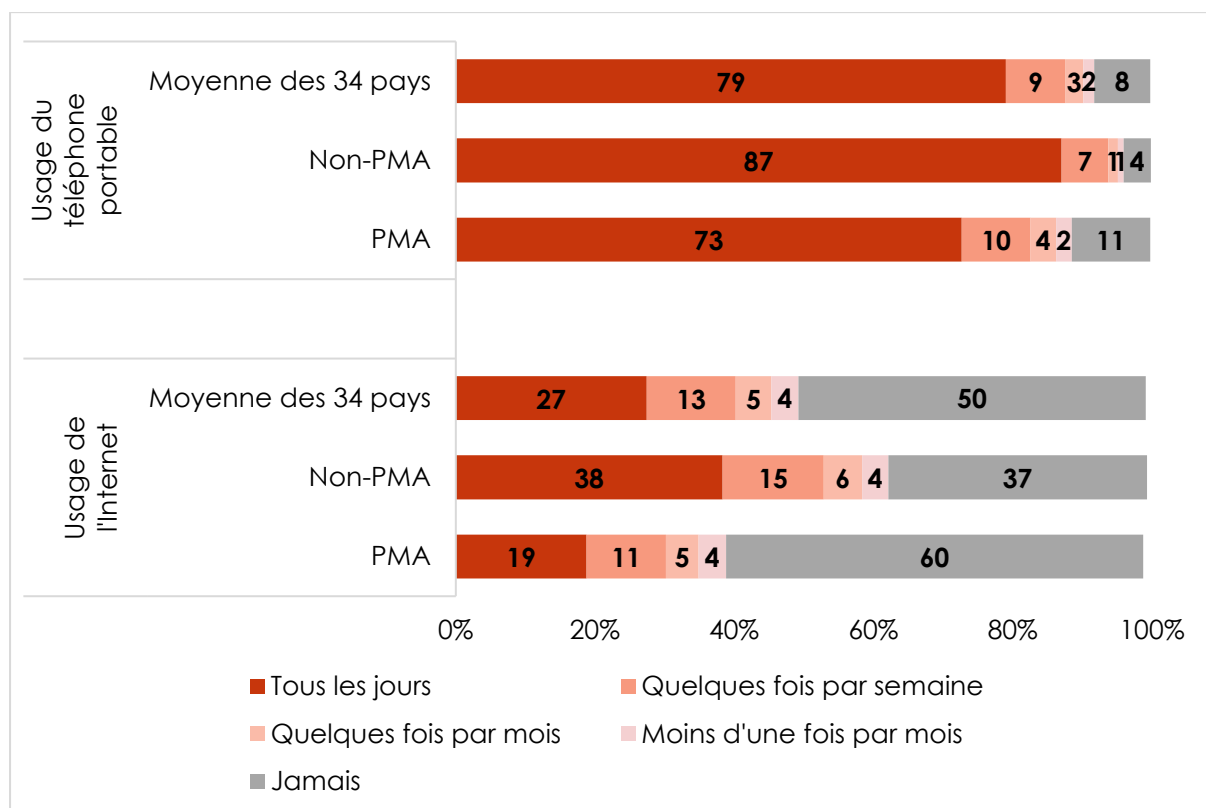
Comment ces disparités observées en termes de niveaux d'accès aux équipements de TIC et aux services de réseau se traduisent-elles dans les profils réels de consommation de téléphone et de l'Internet ? Dans quelle mesure les utilisateurs réalisent-ils les bénéfices attendus de ces technologies et services numériques (Hilbert, 2011) ?

Le rapport de situation de l'Union Internationale des Télécommunications (2021) constate que la disponibilité accrue des réseaux mobiles à bande passante ne s'est pas nécessairement traduite par une utilisation accrue de l'Internet dans les PMA.

Disparités dans l'usage des téléphones portables et de l'Internet

Nous avons déjà constaté (Figure 3 ci-dessus) que l'accès aux téléphones portables est désormais très répandu sur le continent. L'usage régulier du téléphone est tout aussi élevé : Près de huit Africains sur 10 (79%) affirment se servir d'un téléphone tous les jours, et 9% s'en servent une ou plusieurs fois par semaine (Figure 9). L'usage régulier du téléphone portable (au moins quelques fois par semaine) est d'environ 11 points de pourcentage plus élevé dans les non-PMA (94%) que dans les PMA (83%).

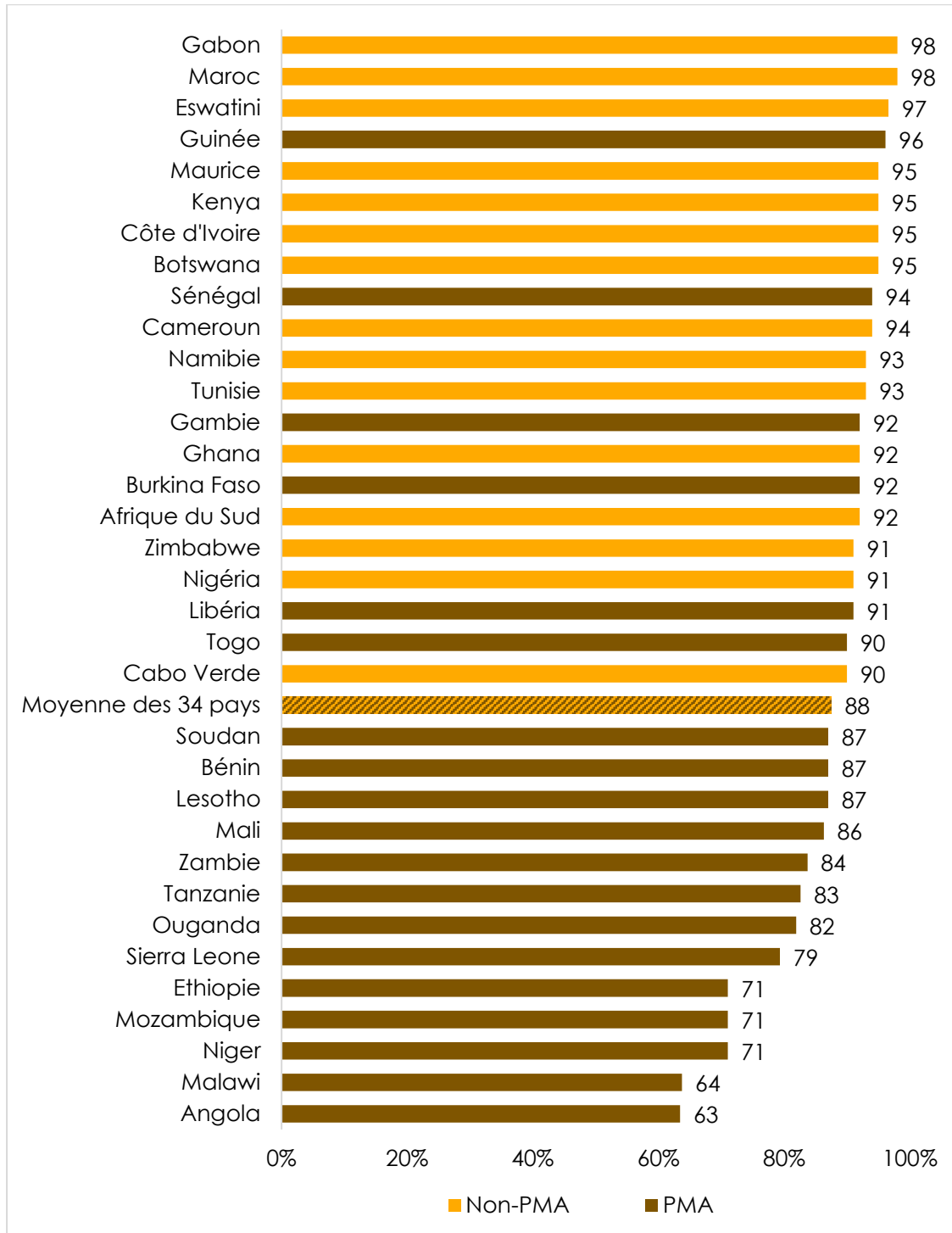
Figure 9 : Usage des téléphones portables et de l'Internet | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Combien de fois utilisez-vous : L'Internet ? Un téléphone portable ?

On constate que, même dans les pays les moins connectés, le Malawi (64%) et l'Angola (63%), près des deux-tiers de la population se servent régulièrement du téléphone portable (Figure 10). L'usage régulier par 90% au moins des citoyens est devenu la norme dans 21 des 34 pays, y compris dans plusieurs pays classés parmi les « moins avancés », comme la Guinée (96%), le Sénégal (94%), la Gambie (92%) et le Burkina Faso (92%).

Figure 10 : Usage fréquent du téléphone mobile | 34 pays | 2019/2021

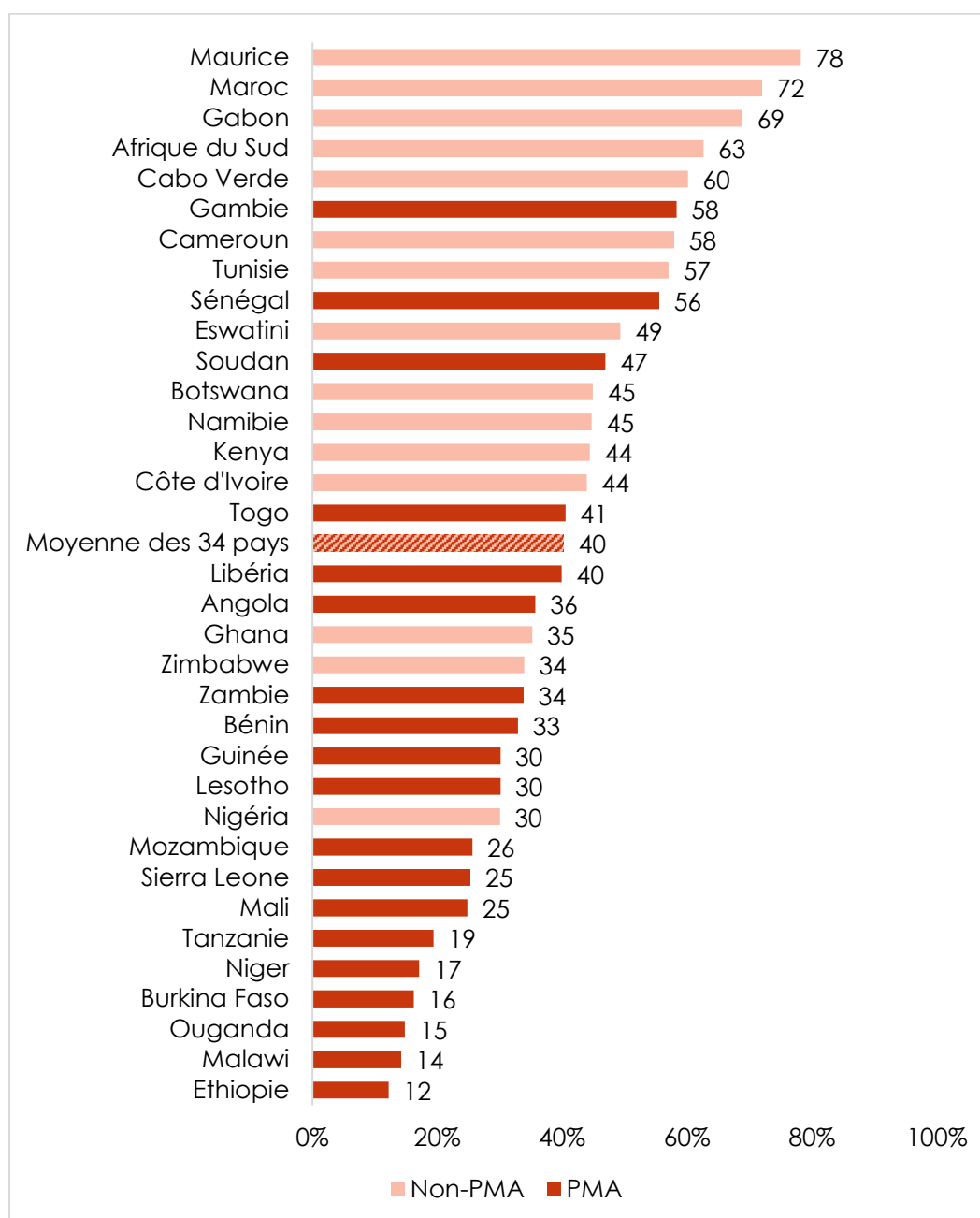


Question posée aux répondants : Combien de fois utilisez-vous : Un téléphone portable ? (% de ceux qui répondent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)

Que l'on y accède via un smartphone ou un ordinateur, l'usage de l'Internet demeure très marginal : En moyenne à travers 34 pays, un quart environ (27%) des répondants font état d'un usage quotidien, et 13% de plus déclarent accéder à l'Internet plusieurs fois par semaine (Figure 9 ci-dessus). L'écart entre les PMA (30% d'usage fréquent) et les non-PMA (53%) est considérablement plus grand que celui de l'usage de téléphones portables.

L'usage fréquent de l'Internet est inférieur à un citoyen sur cinq dans six pays, tous des PMA : l'Éthiopie (12%), le Malawi (14%), l'Ouganda (15%), le Burkina Faso (16%), le Niger (17%) et la Tanzanie (19%) (Figure 11). Neuf pays affichent des taux d'usage fréquent supérieurs à 50%, menés par Maurice (78%) et le Maroc (72%), mais parmi lesquels figurent également deux PMA, la Gambie (58%) et le Sénégal (56%).

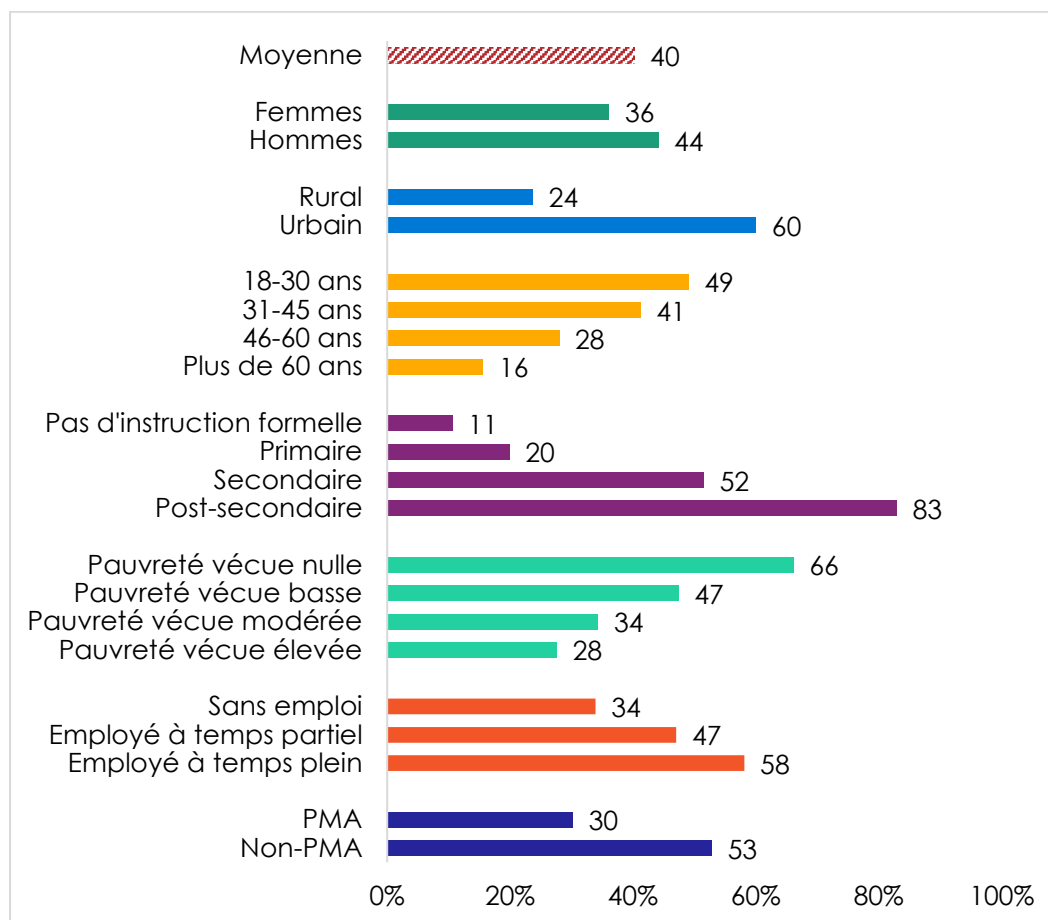
Figure 11 : Usage fréquent de l'Internet | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Combien de fois utilisez-vous : L'Internet ? (% de ceux qui répondent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)

On constate d'importants écarts dans l'usage de l'Internet d'un groupe socio-démographique clé à l'autre. Cet écart est le plus important par niveau d'instruction, avec une marge de 72 points de pourcentage entre l'usage fréquent de l'Internet chez les personnes ayant des qualifications post-secondaires (83%) et celles qui n'ont pas eu d'instruction formelle (11%) (Figure 12). Les citadins (60%) sont plus de deux fois plus susceptibles que les ruraux (24%) d'accéder régulièrement à l'Internet, et les jeunes (49%) sont trois fois plus susceptibles que les plus de 60 ans (16%) de se connecter. Le niveau de pauvreté est également fortement corrélé à l'usage de l'Internet : Un écart de 38 points de pourcentage dans l'usage fréquent sépare ceux qui ne sont pas touchés par la pauvreté (66%) de ceux qui le sont fortement (28%).

Figure 12 : Usage fréquent de l'Internet | en fonction du groupe démographique | 34 pays | 2019/2021



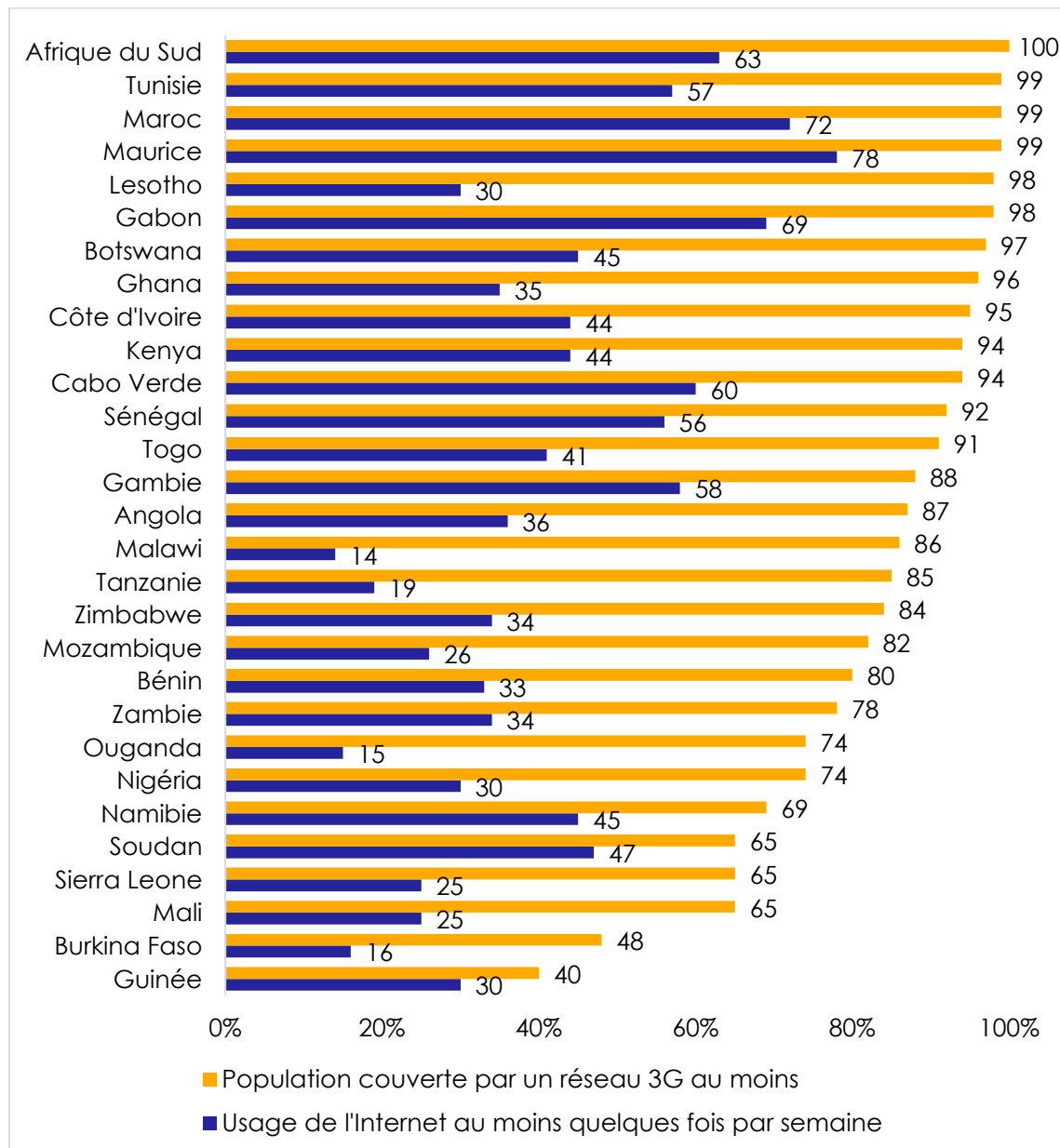
Question posée aux répondants : Combien de fois utilisez-vous : L'Internet ? (% de ceux qui répondent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)

Usage de l'Internet et couverture réseau

En constatant la faible consommation de l'Internet dans la plupart des pays africains, on peut se demander si la couverture du réseau à bande passante est suffisante pour permettre une plus grande utilisation de l'Internet. Les données de l'Union Internationale des Télécommunications (2020a) pour 29 des pays de notre enquête montrent que dans chaque pays, les estimations de la population couverte par un réseau à bande passante 3G au moins sont beaucoup plus élevées que la consommation de l'Internet telle que déclarée (Figure 13). L'écart est supérieur à 20 points de pourcentage dans tous les pays, à l'exception de la Guinée (écart de 10 points), qui affiche la couverture de réseau la plus faible avec

seulement 40%, et du Soudan (écart de 18 points). Le différentiel entre la couverture et la consommation est supérieur ou égal à 50 points de pourcentage dans 12 pays, ce qui suggère qu'en de nombreux endroits, la couverture du réseau est moins contraignante pour la consommation que l'accès au matériel, le coût ou d'autres facteurs.

Figure 13 : Usage fréquent de l'Internet par rapport à la couverture par un réseau 3G au moins | 29 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Combien de fois utilisez-vous : L'Internet ? (% de ceux qui répondent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)
 La population couverte par au moins un réseau 3G est extraite des données statistiques de développement de l'Union Internationale des Télécommunications (2020a) pour 2020.

Le coût et la pauvreté, obstacles à la connectivité en Afrique

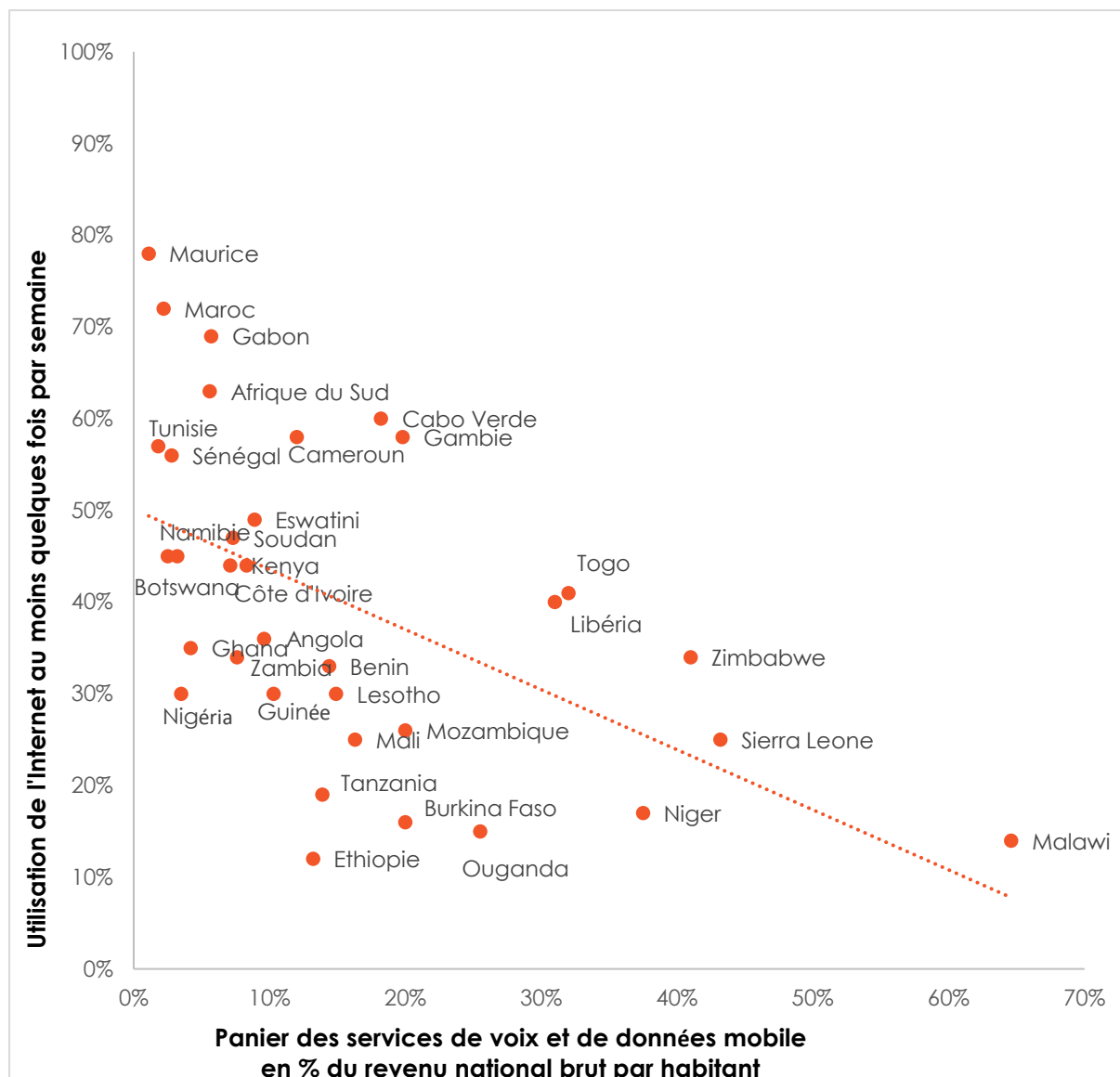
Les coûts – tant des équipements que des services de voix et de données – pourraient constituer une contrainte plus importante pour l'utilisation de l'Internet que la couverture du réseau. Nous avons déjà observé la forte corrélation entre le statut économique et la

consommation de l'Internet, tant au niveau individuel (Figure 12 ci-dessus) qu'au niveau national, en comparant les PMA aux autres pays.

Le « panier des services de voix et de données mobiles » de l'Union Internationale des Télécommunications (2020b), exprimée en pourcentage du revenu national brut (RNB) par habitant, constitue une mesure utile pour évaluer au mieux les incidences des coûts des services de voix et de données. La moyenne mondiale est d'environ 4,3%, tandis que la moyenne africaine est d'environ 12%, et atteint même 65% au Malawi. Les pays où le « panier des services de voix et de données mobiles » absorbe une part plus importante du revenu moyen affichent des taux d'utilisation de l'Internet nettement inférieurs (Figure 14).

Figure 14 : Coûts des services de voix et de données et usage fréquent de l'Internet

| 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Combien de fois utilisez-vous : L'Internet ? (% de ceux qui répondent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)

Le coût du « panier des services de voix et de données mobiles » en % du RNB par habitant est tiré de l'Union Internationale des Télécommunications (2020b), sur la base des chiffres du « panier des services de voix et de données mobiles à forte consommation » pour 2020.

R de Pearson = -.534, significatif au niveau .01

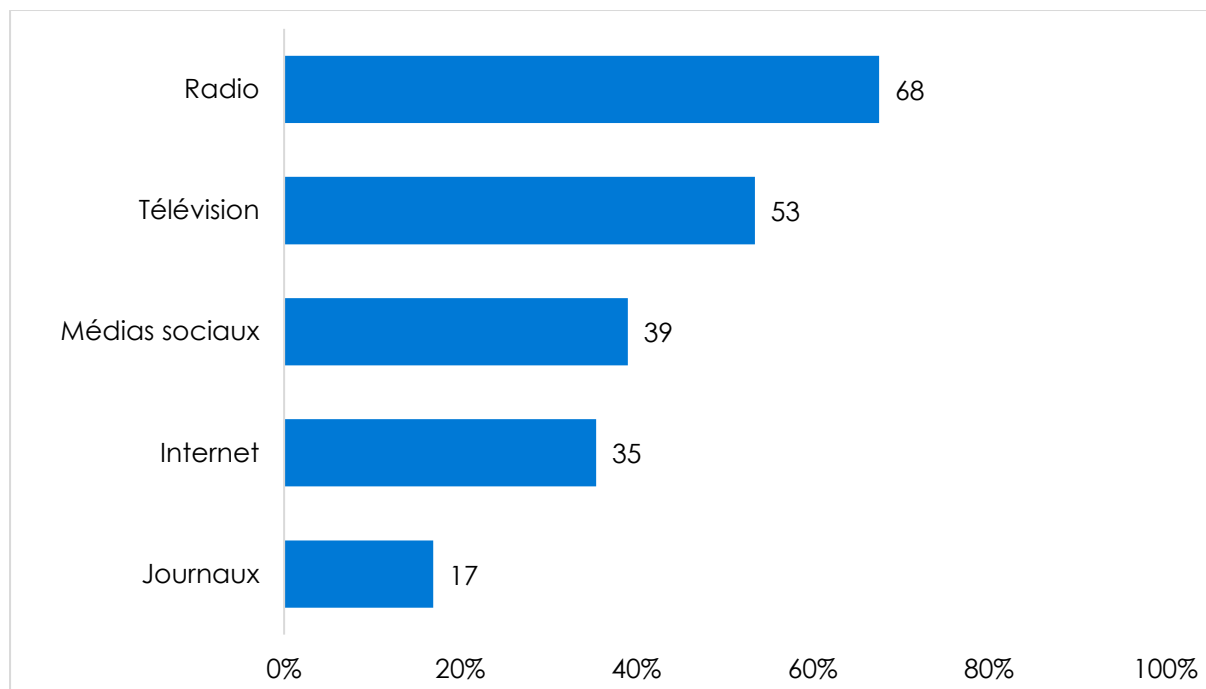
L'Internet comme source d'informations

Les personnes numériquement connectées sont à même de se servir de leur accès à l'Internet de nombreuses façons, notamment pour les interactions sociales et le maintien des relations familiales, pour effectuer des transactions financières et pour s'éduquer ou éduquer leurs enfants. Un rôle particulièrement important que l'Internet pourrait assumer est celui d'une source d'informations permettant de tenir les internautes informés et éventuellement de les aider à s'engager plus activement sur le plan civique et politique.

L'importance de l'Internet et des médias sociaux en tant que sources d'informations s'est rapidement accrue. Si ces deux instruments sont encore loin derrière la radio (68%) et la télévision (53%) en termes de consommation fréquente (« tous les jours » ou « quelques fois par semaine »), plus d'un Africain sur trois s'informent désormais régulièrement sur l'Internet (Figure 15). À travers 31 pays étudiés depuis 2014/2015, l'accès fréquent aux informations sur l'Internet a presque doublé, passant de 21% à 37%.

Et quoi qu'ils fassent d'autre quand ils naviguent sur l'Internet, la plupart des internautes y ont bien recours comme source d'informations. Parmi ceux qui disent avoir recours à l'Internet tous les jours, 77% déclarent s'informer également au quotidien sur l'Internet, et 11% disent le faire plusieurs fois par semaine. Les chiffres comparables pour ce qui est de s'informer via les médias sociaux sont respectivement de 81% et 10%.

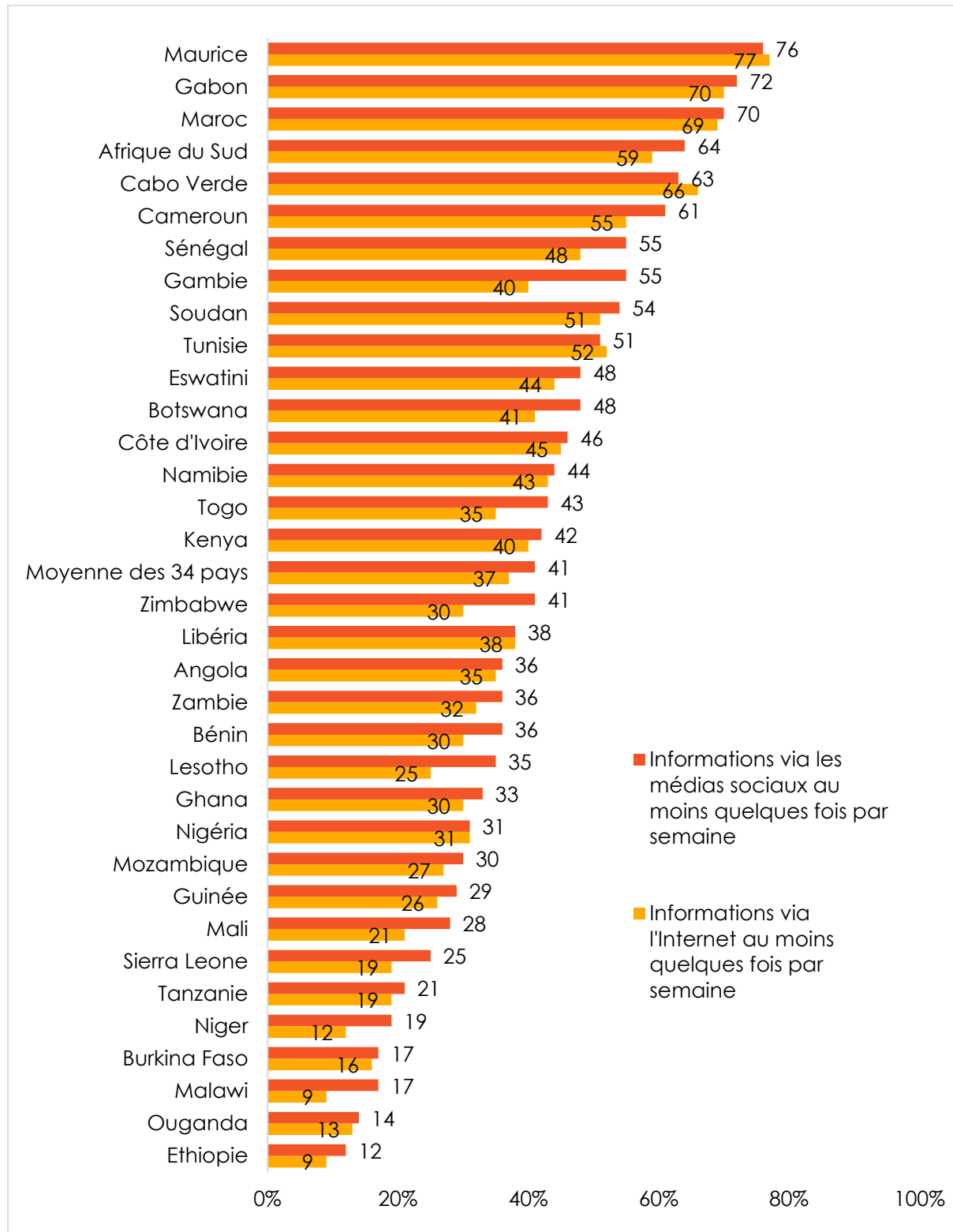
Figure 15 : Sources d'informations | 34 pays | 2019/2021



Questions posées aux répondants : Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes ? (% de ceux qui répondent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)

Comme l'on pourrait s'y attendre au regard de la forte corrélation entre la consommation de l'Internet et l'accès aux informations via l'Internet et les médias sociaux, les tendances en matière d'accès aux informations via l'Internet et les médias sociaux d'un pays à l'autre (Figure 16) sont très similaires à celles observées ci-dessus (Figure 11) pour l'utilisation générale de l'Internet. De même, les tendances de l'accès aux informations via l'Internet et les médias sociaux d'un groupe socio-démographique à l'autre (non illustré) sont très proches de celles observées dans la Figure 12.

Figure 16 : Accès aux informations via l'Internet et les médias sociaux | 34 pays
 | 2019/2021



Question posée aux répondants : Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes : L'Internet ? Les médias sociaux tels que Facebook, Twitter, WhatsApp ou autres ? (% de ceux qui répondent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)

Synthèse : L'ampleur de la fracture numérique en Afrique

Le Tableau 1 résume les contours et l'ampleur de la fracture numérique en Afrique. Si l'on se concentre sur l'utilisation fréquente de l'Internet comme indicateur synthétique efficace, il ressort clairement que l'instruction est, de loin, le facteur le plus important qui détermine la probabilité pour les Africains d'accéder régulièrement à l'Internet, que ce soit pour faire des affaires, apprendre ou s'informer de l'actualité, se connecter socialement ou à d'autres fins. Il existe un écart important entre les personnes les plus instruites, qui disposent d'un accès facile, et les moins instruites, qui n'y ont pratiquement pas accès (voir également la Figure 12 ci-dessus). Les écarts entre les personnes dont le niveau de pauvreté est le plus élevé et le plus faible, entre les résidents ruraux et urbains, et entre les jeunes et les personnes âgées sont également importants.

Dans l'ensemble des groupes démographiques, l'écart hommes-femmes est en réalité le moins important, avec « seulement » 8 points de pourcentage, mais cela représente tout de même un obstacle important à franchir pour que les femmes parviennent à une égalité de statut éducationnel et économique sur le continent.

Au niveau national, un écart important sépare les pays les moins avancés et ceux qui ont atteint un statut économique plus élevé, mais ces disparités sont souvent minimisées par celles observées entre les diverses catégories de statut au sein des pays.

Tableau 1 : Synthèse des inégalités de l'accès numérique en Afrique (écarts en points de pourcentage entre les catégories les plus élevées et les plus basses, comme indiqué) | 34 pays | 2019/2021

	Écart en fonction des niveaux d'instruction (% post-secondaire - % pas de primaire)	Écart en fonction des niveaux de pauvreté (% pauvreté vécue nulle - % pauvreté vécue élevée)	Écart en fonction du lieu de résidence (% urbain - % rural)	Écart en fonction des classes d'âge (% des 30 ans et moins - % des plus de 60 ans)	Écart en fonction du statut professionnel (% employé à temps plein - % sans emploi)	Écart en fonction du sexe (% hommes - % femmes)	Écart en fonction du niveau de développement (% non-PMA - % PMA)
Possède un téléphone portable	31	14	16	5	12	9	14
Possède un téléphone portable avec accès à l'Internet	72	36	35	32	25	9	23
Possession personnelle ou familiale d'un ordinateur	60	43	30	10	21	4	22
Usage fréquent de l'Internet	72	39	36	33	24	8	23

Conclusion

Si la possession de plus en plus répandue d'un téléphone portable est encourageante, une connectivité totale suppose que l'on puisse se connecter à l'Internet. Or, c'est là que les écarts se creusent de façon spectaculaire : En moyenne, relativement peu d'Africains sont connectés. Et les Africains ruraux, pauvres et peu instruits sont très désavantagés par rapport à leurs congénères plus riches, urbains et plus instruits.

La réduction de la fracture numérique demeure un enjeu crucial pour la plupart des pays africains, et pour le continent dans son ensemble. Pour combler les lacunes, il faudra renforcer les infrastructures. Mais comme le souligne le rapport de situation de l'Union Internationale des Télécommunications (2021), et le confirment les données présentées ici, la seule disponibilité des infrastructures de réseau est loin d'être suffisante ; elle ne correspond pas automatiquement à une augmentation généralisée de l'usage de l'Internet. L'accès aux équipements qui peuvent se connecter à l'Internet est une question essentielle, mais les coûts élevés de la connectivité pourraient être un obstacle encore plus important.

Faites votre propre analyse des données
d'Afrobarometer - quels que soient la question, le pays
et le round d'enquêtes. C'est facile et gratuit à l'adresse
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement. (2022). UN list of least developed countries.
- Division de Statistique des Nations Unies. (2020). Report of the partnership on measuring information and communication technology for development.
- Hilbert, M. (2011). The end justifies the definition: The manifold outlooks on the digital divide and their practical usefulness for policy-making. *Telecommunications Policy*, 35(8), 715-736.
- Krönke, M. (2020). Africa's digital divide and the promise of e-learning. Synthèse de Politique d'Afrobarometer No. 66.
- Mattes, R. (2020). Lived poverty on the rise: Decade of living-standard gains ends in Africa. . Synthèse de Politique d'Afrobarometer No. 62.
- Nations Unies. (2020). Sustainable development goals – Goal 9: Build resilient infrastructure, promote sustainable industrialization.
- UNICEF. (2020). Covid-19: Are children able to continue learning? A global analysis of potential reach of remote learning policies using data from 100 countries.
- Union Internationale des Télécommunications. (2020a). Digital development dashboard: An overview of the state of digital development around the world based on ITU data.
- Union Internationale des Télécommunications. (2020b). Measuring digital development: Facts and figures 2020.
- Union Internationale des Télécommunications. (2021). Connectivity in the least developed countries: Status report 2021. Une publication conjointe de l'Union Internationale des Télécommunications et du Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les Pays les Moins Avancés, les Pays en Développement sans Littoral et les Petits États Insulaires en Développement.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Mai-juin 2021	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018
Angola	Nov.-déc. 2019	N/A
Bénin	Nov.-déc. 2020	2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Botswana	Juillet-août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Burkina Faso	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2017
Cabo Verde	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Cameroun	Fév.-mars 2021	2013, 2015, 2018
Côte d'Ivoire	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
Eswatini	Mars-avril 2021	2013, 2015, 2018
Ethiopie	Déc. 2019-jan. 2020	2013
Gabon	Fév. 2020	2015, 2017
Gambie	Fév. 2021	2018
Ghana	Sept.-oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Guinée	Nov.-déc. 2019	2013, 2015, 2017
Kenya	Août-sept. 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
Lesotho	Fév.-mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Libéria	Oct.-déc. 2020	2008, 2012, 2015, 2018
Malawi	Nov.-déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Mali	Mars-avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Maroc	Fév. 2021	2013, 2015, 2018
Maurice	Nov. 2020	2012, 2014, 2017
Mozambique	Mai-juillet 2021	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018
Namibie	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
Niger	Oct.-nov. 2020	2013, 2015, 2018
Nigéria	Jan.-fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
Ouganda	Sept.-oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
Sénégal	Déc. 2020-janvier 2021	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Sierra Leone	Mars 2020	2012, 2015, 2018
Soudan	Fév.-avril 2021	2013, 2015, 2018
Tanzanie	Fév.-mars 2021	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Togo	Déc. 2020-janvier 2021	2012, 2014, 2017
Tunisie	Fév.-mars 2020	2013, 2015, 2018
Zambie	Nov.-déc. 2020	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017
Zimbabwe	Avril-mai 2021	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017

Libuseng Malephane est l'investigateur national d'Afrobarometer pour le Lesotho, basé à Advision Lesotho. Email: libusengmalephane@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ, et de Humanity United.

Vos dons aident le projet Afrobarometer à permettre aux citoyens africains de se faire entendre. Veuillez envisager de faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Vous trouverez de plus amples informations sur le site www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications avec le mot clé #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No. 582 | 17 décembre 2022